



BRP INC. RAPPORT DE GESTION POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 OCTOBRE 2018

Le présent rapport de gestion fournit de l'information sur la situation financière et les résultats d'exploitation de BRP inc. (la « Société » ou « BRP ») pour le troisième trimestre de l'exercice se terminant le 31 janvier 2019. Il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018, ainsi qu'aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 janvier 2018. Certaines informations contenues dans le présent rapport de gestion contiennent des déclarations prospectives assorties de risques et d'incertitudes. Les résultats réels pourraient différer de façon importante des énoncés prospectifs sous-jacents en raison de divers facteurs, y compris ceux décrits à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion. Le présent rapport de gestion reflète l'information dont dispose la Société au 29 novembre 2018.

Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes IFRS ») et conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire. L'exercice de la Société compte 12 mois et se termine le 31 janvier. Toute référence dans ce rapport de gestion à l'« exercice 2019 », à l'« exercice 2018 » et à l'« exercice 2017 » de la Société s'entend des exercices se terminant les 31 janvier 2019, 2018 et 2017, respectivement. À la suite de l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et d'IFRS 9, *Instruments financiers*, les chiffres correspondants figurant dans le présent rapport de gestion ont été retraités, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration le 29 novembre 2018 et se fonde sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes afférentes pour le trimestre et la période de neuf mois terminés les 31 octobre 2018 et 2017.

La catégorie des produits toutes saisons de la Société comprend des véhicules tout-terrain (appelés « VTT »), des véhicules côte à côte (appelés « VCC ») et des véhicules à trois roues (appelés « V3R »); la catégorie des produits saisonniers comprend des motomarines et des motoneiges; et la catégorie des PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour fabricants d'équipement d'origine (appelés « OEM ») comprend les pièces, accessoires et vêtements liés aux produits toutes saisons et aux produits saisonniers, les moteurs pour les karts, les motocyclettes et les avions récréatifs ainsi que les autres services. En outre, le Groupe marin de la Société comprend des moteurs hors-bord et à jet à injection directe pour bateaux, des bateaux et des PAV et autres services connexes

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui portent sur les plans, les attentes et intentions, les résultats, le degré d'activité, le rendement, les objectifs ou les réalisations actuels et futurs de la Société ou sur d'autres événements ou faits nouveaux à venir. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « s'attendre à », « planifier », « avoir l'intention de », « prévisions », « tendances », « indications », « croire », « être d'avis que », « estimer », « prévoir », « probable », « potentiel » ou « éventuel », au futur ou au conditionnel, à la forme affirmative ou négative, ou à l'emploi de leurs variantes ou de termes comparables.



Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations et les hypothèses que la Société a établies à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qu'elle croit pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses se concrétiseront ni que les objectifs et les plans d'affaires et les priorités stratégiques seront atteints.

De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels de la Société ou les événements ou faits nouveaux à venir diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, qui sont analysés plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société : l'incidence de conditions économiques défavorables sur les dépenses à la consommation; le fléchissement de l'acceptation sociale des produits de la Société; les fluctuations des taux de change; les niveaux d'endettement élevés; l'indisponibilité de capitaux supplémentaires; les conditions météorologiques défavorables; les fluctuations saisonnières des ventes; l'incapacité à se conformer aux lois qui portent sur la sécurité des produits, la santé, l'environnement et la pollution par le bruit; l'importance des frais fixes; l'incapacité de concessionnaires et de distributeurs d'obtenir un accès convenable à du capital; la survenance de difficultés d'approvisionnement; la résiliation ou l'interruption des ententes d'approvisionnement ou encore l'augmentation du coût des matériaux; la concurrence que subissent les gammes de produits de la Société; l'incapacité à mettre fructueusement en œuvre une stratégie de croissance; les ventes et les activités internationales; la défaillance de systèmes de technologie de l'information ou une atteinte à la sécurité; la perte de hauts dirigeants ou d'employés qui possèdent une connaissance spécialisée du marché et des compétences techniques; l'incapacité à maintenir et à améliorer la réputation et les marques de commerce; les réclamations importantes liées aux produits; les réclamations liées à la garantie des produits ou les rappels de produits qui donnent lieu à des réparations ou à des remplacements importants de produits; la dépendance envers un réseau de concessionnaires et de distributeurs indépendants; l'incapacité à assurer une bonne gestion des niveaux des stocks; la violation de droits de propriété intellectuelle et tout litige connexe; l'incapacité à mettre fructueusement en œuvre une stratégie de fabrication; les clauses restrictives contenues dans des accords de financement ou d'autres contrats importants; la modification des lois fiscales ou l'existence d'obligations fiscales imprévues; la détérioration des relations entretenues avec les employés; le passif des régimes de retraite; les catastrophes naturelles; la non-souscription d'une assurance convenable; la volatilité du cours des actions à droit de vote subalterne de BRP; l'exercice d'activités par l'intermédiaire de filiales; l'influence notable de Beaudier Inc. et 4338618 Canada Inc. (collectivement, le « groupe Beaudier »), ainsi que de Bain Capital Luxembourg Investments S.à r.l. (« Bain Capital »); les ventes futures d'actions de BRP par le groupe Beaudier, Bain Capital ou des administrateurs, des dirigeants ou des membres de la haute direction de la Société. Ces facteurs ne constituent pas une liste exhaustive des facteurs qui peuvent avoir une incidence sur la Société; toutefois, ils doivent être étudiés attentivement.

Les énoncés prospectifs ont pour but de décrire aux lecteurs les attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont faits en date des présentes, et la Société n'a pas l'intention et décline toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser à la lumière de nouveaux éléments d'information, d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si elle y est tenue en vertu de la réglementation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont présentés expressément sous réserve de la présente mise en garde.



Mesures non définies par les normes IFRS

Le présent rapport de gestion renvoie à certaines mesures non définies par les normes IFRS. Ces mesures ne sont pas reconnues par les normes IFRS, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et sont donc difficilement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information additionnelle en complément des mesures définies par les normes IFRS, de manière à favoriser une compréhension approfondie des résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de l'information financière de la Société présentée en vertu des normes IFRS. La Société utilise des mesures non définies par les normes IFRS, y compris le BAIIA normalisé, le bénéfice net normalisé, la charge d'impôt normalisée, le taux d'imposition effectif normalisé, le bénéfice de base normalisé par action et le bénéfice dilué normalisé par action.

Le BAIIA normalisé est présenté afin d'aider les investisseurs à évaluer la performance financière des activités d'exploitation de la Société sur une base continue en excluant certains éléments hors trésorerie, comme la charge d'amortissement, la charge de perte de valeur et le gain ou la perte de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains de la Société. D'autres éléments, comme les coûts de restructuration, pourraient également être exclus du bénéfice net lors du calcul du BAIIA normalisé étant donné qu'ils sont considérés comme n'étant pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société. Le bénéfice net normalisé, la charge d'impôt normalisée, le taux d'imposition effectif normalisé, le bénéfice de base normalisé par action et le bénéfice dilué normalisé par action tiennent compte, en plus de la performance financière des activités d'exploitation, de l'incidence des activités d'investissement, des activités de financement et de l'impôt sur le résultat sur les résultats financiers de la Société.

La Société est d'avis que les mesures non définies par les normes IFRS constituent des mesures additionnelles importantes de la performance financière, car elles éliminent les éléments qui ont moins d'incidence sur la performance financière de la Société, faisant ainsi ressortir les tendances de ses principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières définies par les normes IFRS. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non définies par les normes IFRS dans leur évaluation des émetteurs, dont une grande partie utilise des mesures semblables dans la présentation de ses résultats. La direction utilise aussi des mesures non définies par les normes IFRS afin de faciliter les comparaisons de la performance financière d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation annuels, d'évaluer la capacité de la Société à satisfaire ses besoins futurs en matière de service de la dette, de dépenses d'investissement et de fonds de roulement, et également à titre de composante dans le calcul de la rémunération incitative à court terme des employés de la Société. Comme d'autres sociétés peuvent calculer différemment ces mesures non définies par les normes IFRS, ces paramètres ne sont pas comparables à des mesures désignées de façon semblable présentées par d'autres sociétés.

Le BAIIA normalisé s'entend du bénéfice net avant les frais financiers, les produits financiers, la charge (l'économie) d'impôt, la charge d'amortissement et les éléments normalisés. Le bénéfice net normalisé s'entend du bénéfice net avant les éléments normalisés ajustés pour tenir compte de l'incidence fiscale sur ces éléments. La charge d'impôt normalisée s'entend de la charge d'impôt ajustée pour tenir compte de l'incidence fiscale sur les éléments normalisés et pour normaliser certains éléments d'impôts spécifiques. Le taux d'imposition effectif normalisé est fondé sur le bénéfice net normalisé avant la charge d'impôt normalisée. Le bénéfice normalisé par action – de base et le bénéfice normalisé par action – dilué sont respectivement calculés en divisant le bénéfice net normalisé par le nombre moyen pondéré d'actions – de base et le nombre moyen pondéré d'actions – dilué. La Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Principales données financières consolidées » du présent rapport de gestion pour connaître les rapprochements entre le BAIIA normalisé et le bénéfice net normalisé présentés par la Société et les mesures définies par les normes IFRS les plus directement comparables.

Aperçu

BRP est un chef de file mondial dans les domaines de la conception, du développement, de la fabrication, de la distribution et de la commercialisation de véhicules récréatifs motorisés et de produits marins. La Société est un fabricant de véhicules récréatifs motorisés et de produits marins diversifié, et elle offre aux amateurs une variété de produits passionnants, stylés et puissants pouvant être utilisés toute l'année sur divers types de terrains. Le portefeuille de marques et de produits diversifiés de la Société pour le Groupe sports motorisés comprend les VTT, les VCC et les V3R *Can-Am*, les motoneiges *Ski-Doo* et *Lynx*, les motomarines *Sea-Doo*, et les moteurs *Rotax* pour les karts, les motocyclettes et les avions récréatifs. Pour le Groupe marin, le portefeuille de marques et de produits comprend les moteurs hors-bord *Evinrude* pour les bateaux, les moteurs *Rotax* pour les bateaux à jet à injection directe et les bateaux *Alumacraft* et *Manitou*. La Société offre également des PAV liés à ses gammes de produits.

La Société emploie environ 10 500 personnes, principalement dans des centres de fabrication et de distribution situés au Mexique, au Canada, en Autriche, aux États-Unis et en Finlande. La Société vend ses produits dans plus de 100 pays. Les produits sont vendus directement par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 3 625 concessionnaires dans 21 pays, ainsi que par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 185 distributeurs servant environ 915 concessionnaires additionnels.

Faits saillants du trimestre terminé le 31 octobre 2018

La performance financière de la Société pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018 par rapport au trimestre terminé le 31 octobre 2017 se résume comme suit :

- Les revenus ont totalisé 1 394,2 millions de dollars, soit une augmentation de 167,7 millions de dollars, ou 13,7 %.
- La marge brute a totalisé 356,8 millions de dollars, ce qui représente 25,6 % des revenus, soit une augmentation de 36,9 millions de dollars.
- Le bénéfice net s'est chiffré à 90,2 millions de dollars, soit une augmentation de 20,2 millions de dollars, ce qui a donné lieu à un bénéfice dilué par action de 0,92 \$, en hausse de 0,25 \$ par action.
- Le bénéfice net normalisé^[1] a totalisé 102,9 millions de dollars, soit une diminution de 0,7 million de dollars, ce qui a donné lieu à un bénéfice dilué par action normalisé^[1] de 1,04 \$, en hausse de 0,05 \$ par action.
- Le BAIIA normalisé^[1] s'est chiffré à 203,2 millions de dollars, ce qui représente 14,6 % des revenus, soit une hausse de 13,5 millions de dollars.

De plus, au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2018 :

- La Société a lancé le *Can-Am Ryker*, une nouvelle plateforme de véhicule à trois roues. Le *Can-Am Ryker* est conçu pour permettre au plus grand nombre de profiter d'une expérience routière en abattant les barrières d'accessibilité, grâce à sa facilité de pilotage et à son prix abordable.
- Les actions à droit de vote subalterne de la Société sont inscrites depuis septembre 2018 à la Bourse Nasdaq Global Select Market des États-Unis sous le symbole « DOOO ».
- La Société a acquis la totalité de Triton Industries Inc. (« Triton ») pour une contrepartie d'achat de 75,0 millions de dollars américains (97,4 millions de dollars). Triton est située à Lansing, au Michigan (États-Unis), et elle fabrique des pontons vendus sous la marque Manitou.

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».



Facteurs ayant une incidence sur le rendement de la Société

Revenus et coûts du programme de vente

Les revenus de la Société sont principalement tirés de la vente aux concessionnaires et aux distributeurs des véhicules qu'elle fabrique, y compris les produits toutes saisons, les produits saisonniers, les PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM ainsi que les moteurs marins, bateaux et PAV. Les revenus sont habituellement comptabilisés lorsque les produits sont expédiés aux concessionnaires ou aux distributeurs depuis les installations de la Société.

Afin de soutenir les activités de vente en gros de la Société et les activités de détail des concessionnaires et des distributeurs, la Société peut fournir divers programmes de vente consistant en des incitatifs monétaires et non monétaires. Les incitatifs monétaires se composent principalement de rabais accordés aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients, d'une ristourne accordée aux concessionnaires et aux distributeurs, d'une période de couverture gratuite ou prolongée accordée en vertu de programmes de financement des stocks à l'intention des concessionnaires et des distributeurs et de programmes de financement au détail. Le coût de ces incitatifs monétaires est comptabilisé en réduction des revenus. Les incitatifs non monétaires se composent principalement de garanties prolongées ou de PAV gratuits. Quand une garantie prolongée est accordée lors de l'achat d'un produit, une tranche des revenus comptabilisés lors de la vente de ce produit devrait être différée et comptabilisée pendant la période de couverture de la garantie prolongée. Le coût des PAV gratuits est comptabilisé dans le coût des ventes.

Le soutien fourni aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients a tendance à augmenter lorsque la conjoncture économique est difficile, lorsque les conditions du marché changent et exigent le lancement de nouveaux programmes ou de programmes plus dynamiques, ou lorsque le niveau des stocks des concessionnaires et des distributeurs est jugé trop élevé.

En vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait avoir à racheter des produits neufs inutilisés advenant certains manquements de la part de concessionnaires ou de distributeurs. Les coûts de reprise de possession ont tendance à être plus élevés lorsque les concessionnaires ou les distributeurs font face à des conditions de vente au détail difficiles persistantes et lorsque leur niveau de stocks non courants est élevé. Au cours du dernier exercice et de l'exercice en cours, la Société n'a pas connu de reprises de possession importantes en vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs. Se reporter à la rubrique « Arrangements hors bilan » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur les ententes de financement relatives aux stocks des concessionnaires et des distributeurs.

Coût des matières

Environ 75 % du coût des ventes de la Société se compose des matières utilisées lors du processus de fabrication. Par conséquent, la Société est exposée à la fluctuation du prix de certaines matières premières, comme l'aluminium, l'acier, le plastique, les résines, l'acier inoxydable, le cuivre, le caoutchouc et certains métaux du groupe des terres rares. La Société est également exposée à la fluctuation des prix du carburant relativement à ses activités d'approvisionnement et de distribution. La Société ne couvre pas son exposition à long terme à de telles fluctuations du prix; par conséquent, une hausse du prix des marchandises pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société dans l'éventualité où celle-ci serait incapable de transférer de telles hausses de coûts à ses concessionnaires, à ses distributeurs ou à ses consommateurs.



Coût au titre des garanties

Les garanties offertes sur les produits fabriqués par la Société couvrent généralement des périodes allant de six mois à trois ans pour la plupart des produits. Dans certaines circonstances, en vertu par exemple de certains programmes de vente, pour certains comptes commerciaux ou conformément à des règlements locaux, la Société offre des garanties prolongées. Au cours de la période de garantie, la Société s'engage à rembourser aux concessionnaires et aux distributeurs la totalité du coût des réparations ou des remplacements effectués relativement aux produits (à savoir principalement les pièces ou les accessoires fournis par la Société et les coûts de main-d'œuvre engagés par les concessionnaires ou les distributeurs). De plus, la Société vend, dans le cours normal des activités, et donne, en vertu de certains programmes de vente, des garanties prolongées sur ses produits.

Dans le cadre de son processus de développement, la Société s'assure que chaque stade du développement d'un nouveau produit respectera des normes de qualité supérieure. Cette approche comprend la conception de spécifications détaillées des produits, l'évaluation de la qualité du réseau d'approvisionnement et des méthodes de fabrication, ainsi que des exigences de tests détaillés lors du stade de développement des produits. Des inspections de qualité, effectuées durant le processus de fabrication et une fois celui-ci terminé, assurent également la qualité des produits.

La Société enregistre une provision au titre des garanties régulières lorsque les produits sont vendus. Bien que la direction soit d'avis que la Société, en fonction de l'information actuellement disponible, dispose de provisions suffisantes pour couvrir les réclamations futures au titre des garanties sur les produits vendus, les montants des réclamations futures pourraient différer de façon importante des provisions comptabilisées aux états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Dans le cas des garanties prolongées, les réclamations sont inscrites dans le coût des ventes lorsqu'elles sont engagées.

Taux de change

Les revenus de la Société sont présentés en dollars canadiens, mais sont principalement générés en dollars américains, en dollars canadiens et en euros. Les revenus de la Société présentés en dollars canadiens sont exposés, dans une moindre mesure, aux fluctuations du dollar australien, du real brésilien, de la couronne suédoise, de la couronne norvégienne, de la livre sterling, du dollar néo-zélandais et du rouble russe. Les coûts engagés par la Société sont principalement libellés en dollars canadiens, en dollars américains et en euros, et, dans une moindre mesure, en pesos mexicains. Par conséquent, les revenus, la marge brute et le bénéfice d'exploitation présentés en dollars canadiens sont exposés aux fluctuations des taux de change. Les installations de la Société, qui sont situées dans différents pays, permettent d'atténuer son exposition par rapport aux différentes devises.

La Société avait un solde exigible de 897,7 millions de dollars américains (1 179,0 millions de dollars) en vertu de sa facilité à terme de 900,0 millions de dollars américains (1 182,0 millions de dollars) (la « facilité à terme » ou la « convention de crédit à terme »), ce qui donne lieu à un gain ou à une perte au résultat de la Société lorsque le taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, à la clôture d'une période, diffère de celui à l'ouverture de cette période. Les charges d'intérêts de la Société sur la facilité à terme sont également exposées aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. Actuellement, la Société ne couvre pas l'exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien découlant de sa facilité à terme; par conséquent, une hausse de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien pourrait avoir une incidence défavorable sur le bénéfice net de la Société.

Pour plus de détails sur l'exposition de la Société aux fluctuations des taux de change, se reporter à la rubrique « Instruments financiers – Risque de change » du présent rapport de gestion.



Frais financiers nets (frais financiers diminués des produits financiers)

Les frais financiers nets sont principalement engagés relativement à la dette à long terme, au passif au titre des régimes de retraite à prestations définies et aux facilités de crédit renouvelables. Au 31 octobre 2018, la dette à long terme de la Société s'établissait à 1 220,3 millions de dollars, montant principalement composé de la facilité à terme, qui porte intérêt au taux LIBOR majoré de 2,00 %. La Société ne couvre pas son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt. Par conséquent, une hausse des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt sur le résultat des juridictions, pays, états et provinces où elle exerce des activités. Le taux d'imposition prévu par la loi canadienne s'établissait à 26,7 % pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018. Cependant, le taux d'imposition effectif consolidé de la Société dépend de divers facteurs, dont la répartition des profits ou des pertes comptables avant impôt enregistrés dans différentes juridictions fiscales au sein desquelles elle exerce ses activités et le gain ou la perte de change relativement à la facilité à terme. La Société s'attend à payer des impôts en espèces dans toutes les juridictions où elle exerce des activités pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2019, à l'exception des États-Unis, où elle prévoit utiliser ses attributs fiscaux pour compenser son bénéfice imposable ou l'impôt à payer.

Caractère saisonnier

Les revenus et le bénéfice d'exploitation de la Société subissent d'importantes fluctuations d'un trimestre à l'autre. En général, les ventes en gros de produits de la Société sont les plus élevées au cours de la période précédant immédiatement leur saison d'utilisation et au cours de cette saison. Cependant, la composition des produits vendus peut varier de façon importante dans le temps en raison des variations de la demande saisonnière et géographique, de l'introduction de nouveaux modèles et produits et de l'échéancier de production de certains types de produits. Par conséquent, il est probable que les résultats financiers de la Société varieront de façon importante d'une période à l'autre.



Principales données financières consolidées

Les principales données financières consolidées présentées ci-après pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés les 31 octobre 2018 et 2017 sont déterminées en fonction des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes afférentes approuvés le 29 novembre 2018.

Données sur le bénéfice net

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les		Périodes de neuf mois terminés les	
	31 octobre 2018	31 octobre 2017	31 octobre 2018	31 octobre 2017
		Données retraitées ^[1]		Données retraitées ^[1]
Revenus par catégorie^[2]				
Groupe sports motorisés				
Produits toutes saisons	562,4 \$	464,4 \$	1 643,0 \$	1 300,9 \$
Produits saisonniers	490,9	475,6	1 225,9	1 116,7
PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM	201,8	179,1	504,8	472,4
Groupe marin	139,1	107,4	364,2	336,5
Revenus totaux	1 394,2	1 226,5	3 737,9	3 226,5
Coût des ventes	1 037,4	906,6	2 819,4	2 463,5
Marge brute	356,8	319,9	918,5	763,0
<i>En pourcentage des revenus</i>	25,6 %	26,1 %	24,6 %	23,6 %
Charges d'exploitation				
Vente et marketing	86,8	77,3	248,8	219,8
Recherche et développement	51,6	47,4	158,2	146,0
Frais généraux et administratifs	58,0	38,4	155,8	126,0
Autres charges d'exploitation	3,3	4,3	9,6	11,2
Total des charges d'exploitation	199,7	167,4	572,4	503,0
Bénéfice d'exploitation	157,1	152,5	346,1	260,0
Frais financiers nets	16,9	15,4	54,7	39,9
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	10,2	31,7	69,0	(5,9)
Bénéfice avant impôt	130,0	105,4	222,4	226,0
Charge d'impôt	39,8	35,4	77,8	56,9
Bénéfice net	90,2 \$	70,0 \$	144,6 \$	169,1 \$
Montant attribuable aux actionnaires	90,3 \$	69,9 \$	144,3 \$	168,7 \$
Montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,1) \$	0,1 \$	0,3 \$	0,4 \$
BAIIA normalisé^[3]	203,2 \$	189,7 \$	474,0 \$	374,0 \$
Bénéfice net normalisé^[3]	102,9 \$	103,6 \$	222,8 \$	169,3 \$

^[1] Données retraitées afin de refléter l'adoption des normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

^[2] Les chiffres correspondants ont été modifiés afin de refléter les nouvelles catégories de revenus par suite de l'acquisition d'Alumacraft et de Triton et de la création du Groupe marin.

^[3] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».



Données sur la situation financière

Au (en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2018	31 janvier 2018
		Données retraitées ^[1]
Trésorerie	61,5 \$	226,0 \$
Fonds de roulement	(215,5)	(92,9)
Immobilisations corporelles	846,0	766,8
Total de l'actif	2 972,9	2 623,6
Total des passifs financiers non courants	1 229,5	1 022,8
Total du passif	3 353,9	2 915,6
Déficit	(381,0)	(292,0)

^[1] Données retraitées afin de refléter l'adoption des normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

Autres données financières

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trimestres terminés les		Périodes de neuf mois terminées les	
	31 octobre 2018	31 octobre 2017	31 octobre 2018	31 octobre 2017
		Données retraitées ^[1]		Données retraitées ^[1]
Revenus par territoire				
États-Unis	705,5 \$	591,2 \$	2 016,3 \$	1 633,9 \$
Canada	285,0	262,3	636,1	586,6
International ^[2]	403,7	373,0	1 085,5	1 006,0
	1 394,2 \$	1 226,5 \$	3 737,9 \$	3 226,5 \$
Dividendes déclarés par action	0,09 \$	0,08 \$	0,27 \$	0,16 \$
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	97 112 503	103 240 376	98 681 732	108 607 972
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	98 619 401	104 227 543	100 141 531	109 459 535
Bénéfice par action – de base	0,93 \$	0,68 \$	1,46 \$	1,55 \$
Bénéfice par action – dilué	0,92	0,67	1,44	1,54
Bénéfice normalisé par action – de base ^[3]	1,06	1,00	2,25	1,56
Bénéfice normalisé par action – dilué ^[3]	1,04	0,99	2,22	1,54

^[1] Données retraitées afin de refléter l'adoption des normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

^[2] International s'entend de tous les pays sauf les États-Unis et le Canada.

^[3] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».



Tableaux de rapprochement

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le bénéfice net et le bénéfice net normalisé^[1] et le rapprochement entre le bénéfice net et le BAIIA normalisé^[1].

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les		Périodes de neuf mois terminées les	
	31 octobre 2018	31 octobre 2017	31 octobre 2018	31 octobre 2017
		Données retraitées ^[2]		Données retraitées ^[2]
Bénéfice net	90,2 \$	70,0 \$	144,6 \$	169,1 \$
Éléments normalisés				
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	10,2	31,7	69,0	(5,9)
Coûts de transaction et autres charges connexes	0,5	—	1,7	—
Coûts de restructuration et coûts connexes ^[3]	0,1	—	0,9	—
Perte découlant d'un litige ^[4]	0,3	—	1,1	5,7
Coûts de transaction sur la dette à long terme	—	2,1	8,9	2,1
Gains au titre des services passés liés aux régimes de retraite	—	—	(1,4)	—
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises	0,5	—	0,5	—
Autres éléments	1,9	0,5	1,1	0,5
Ajustement au titre de l'impôt	(0,8)	(0,7)	(3,6)	(2,2)
Bénéfice net normalisé^[1]	102,9	103,6	222,8	169,3
Charge d'impôt normalisée ^[1]	40,6	36,1	81,4	59,1
Frais financiers ajustés ^{[1] [5]}	17,3	13,8	48,1	39,7
Produits financiers ajustés ^{[1] [5]}	(0,4)	(0,5)	(1,5)	(1,9)
Amortissement ajusté ^{[1] [6]}	42,8	36,7	123,2	107,8
BAIIA normalisé^[1]	203,2 \$	189,7 \$	474,0 \$	374,0 \$

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».

^[2] Données retraitées afin de refléter l'adoption des normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

^[3] La Société procède, de temps à autre, à des activités de restructuration et de réorganisation afin d'améliorer sa flexibilité et son efficacité. Les coûts liés à ces activités sont principalement composés de coûts au titre des indemnités de départ et de salaires au titre du maintien en poste du personnel.

^[4] La Société est partie à des litiges concernant des violations de brevets avec l'un de ses concurrents.

^[5] Ajustés en fonction des coûts de transaction sur la dette à long terme et des gains et des pertes comptabilisés en résultat net relativement à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

^[6] Ajusté en fonction de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises au moyen de regroupements d'entreprises.



Résultats d'exploitation

Analyse des résultats pour le troisième trimestre de l'exercice 2019

La rubrique suivante présente un sommaire de la performance financière de la Société pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, par rapport à la période correspondante terminée le 31 octobre 2017.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 167,7 millions de dollars, ou 13,7 %, pour se chiffrer à 1 394,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 1 226,5 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation des revenus découle principalement de la hausse des ventes en gros de produits toutes saisons et d'une fluctuation favorable de 31 millions de dollars des taux de change.

Les ventes au détail de véhicules récréatifs motorisés et de moteurs hors-bord de la Société en Amérique du Nord ont augmenté de 5 % pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018 par rapport au trimestre terminé le 31 octobre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte et de motomarines, partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes de motoneiges.

Au 31 octobre 2018, les stocks de véhicules récréatifs motorisés et de moteurs hors-bord des concessionnaires nord-américains ont augmenté de 8 %, par rapport au 31 octobre 2017. Cela était principalement attribuable à l'augmentation des stocks de véhicules côte à côte en raison de la demande en hausse pour cette gamme de produits.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 36,9 millions de dollars, ou 11,5 %, pour se chiffrer à 356,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 319,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation de la marge brute comprend une fluctuation favorable des taux de change de 6 millions de dollars. Le pourcentage de marge brute a diminué de 50 points de base, passant de 26,1 % pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017 à 25,6 %. La diminution est principalement attribuable à une composition défavorable des ventes, partiellement contrebalancée par la hausse du volume des ventes de véhicules côte à côte et de PAV.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 32,3 millions de dollars, ou 19,3 %, pour atteindre 199,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 167,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des frais généraux et administratifs et des coûts de vente et de marketing. La hausse des frais généraux et administratifs est principalement attribuable aux coûts liés à la modernisation des systèmes informatiques et à la hausse des charges au titre de la rémunération variable des employés.

BAIIA normalisé^[1]

Le BAIIA normalisé^[1] a augmenté de 13,5 millions de dollars, ou 7,1 %, pour atteindre 203,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 189,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la marge brute, partiellement contrebalancée par une hausse des charges d'exploitation.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 1,5 million de dollars, ou 9,7 %, pour atteindre 16,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 15,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des charges d'intérêts sur la facilité à terme, en raison d'une hausse du montant nominal dû, contrebalancée par les coûts de transaction relatifs à la facilité à terme par suite de la modification apportée au cours de l'exercice 2018.

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».



Taux de change

Les principaux taux de change moyens ayant servi à convertir les revenus et les charges libellés en devises, sans tenir compte de l'incidence des programmes de couverture de la Société, s'établissaient comme suit pour les trimestres terminés les 31 octobre 2018 et 2017 :

	31 octobre 2018	31 octobre 2017
Dollar américain	1,3028 \$ CA/\$ US	1,2518 \$ CA/\$ US
Euro	1,5069 \$ CA/euro	1,4794 \$ CA/euro

Lorsque l'on compare le bénéfice d'exploitation et le bénéfice avant impôt du trimestre terminé le 31 octobre 2018 à ceux de la période correspondante terminée le 31 octobre 2017, l'incidence des fluctuations des taux de change s'établit comme suit :

	(Gain) perte de change Trimestre
(en millions de dollars canadiens)	
Revenus	(31,0) \$
Coût des ventes	25,3
Incidence des fluctuations des taux de change sur la marge brute	(5,7)
Charges d'exploitation	1,5
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice d'exploitation	(4,2)
Dettes à long terme	(21,5)
Frais financiers nets	0,5
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice avant impôt	(25,2) \$

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt a augmenté de 4,4 millions de dollars pour atteindre 39,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 35,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 30,6 % pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 33,6 % pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017. La diminution est surtout attribuable au traitement fiscal et comptable de la perte de change relativement à la facilité à terme.

Bénéfice net

Le bénéfice net a augmenté de 20,2 millions de dollars pour atteindre 90,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 70,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017. Cette augmentation découle essentiellement de l'incidence favorable de la fluctuation des taux de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains.



Analyse des résultats sectoriels pour le troisième trimestre de l'exercice 2019

La rubrique suivante présente un sommaire de la performance financière des secteurs de la Société pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, par rapport à la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Les transactions intersectorielles sont comprises dans cette analyse.

Groupe sports motorisés

Revenus

Produits toutes saisons

Les revenus tirés des produits toutes saisons ont augmenté de 98,0 millions de dollars, ou 21,1 %, pour se chiffrer à 562,4 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 464,4 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation tient principalement à la hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte et à la fluctuation favorable des taux de change de 21 millions de dollars, partiellement contrebalancées par la composition défavorable des ventes de véhicules côte à côte.

Les ventes au détail de produits toutes saisons en Amérique du Nord ont augmenté d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 10 à 20 pour cent par rapport au trimestre terminé le 31 octobre.

Produits saisonniers

Les revenus tirés des produits saisonniers ont augmenté de 15,3 millions de dollars, ou 3,2 %, pour se chiffrer à 490,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 475,6 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation tient à la hausse du volume de ventes de motomarines et à la fluctuation favorable des taux de change de 5 millions de dollars, partiellement contrebalancées par la composition défavorable des ventes de motoneiges.

Les ventes au détail de produits saisonniers en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 1 à 10 pour cent, par rapport au trimestre terminé le 31 octobre 2017.

PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM

Les revenus tirés des PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM ont augmenté de 22,2 millions de dollars, ou 12,3 %, pour se chiffrer à 202,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 180,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse du volume de ventes de pièces et d'accessoires pour les véhicules côte à côte et les motomarines.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 35,8 millions de dollars, ou 12,1 %, pour se chiffrer à 330,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 295,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation de la marge brute comprend une fluctuation favorable des taux de change de 5 millions de dollars. Le pourcentage de marge brute est demeuré stable à 26,3 % pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018. La hausse du volume des ventes de véhicules côte à côte et de PAV a été contrebalancée par la composition défavorable des ventes.



Groupe marin

Revenus

Les revenus tirés des moteurs marins, des bateaux et des PAV ont augmenté de 29,5 millions de dollars, ou 25,4 %, pour se chiffrer à 145,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 116,3 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition d'Alumacraft et de Triton, partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes de moteurs hors-bord.

Les ventes au détail de moteurs hors-bord en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 10 à 20 pour cent, par rapport au trimestre terminé le 31 octobre 2017.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 1,1 million de dollars, ou 4,4 %, pour se chiffrer à 26,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 24,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation de la marge brute comprend une fluctuation favorable des taux de change de 1 million de dollars. Le pourcentage de marge brute a diminué de 360 points de base, passant de 21,4 % pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017 à 17,8 %. La diminution est principalement attribuable à une hausse des coûts de production.

Tendances par territoire

Revenus

États-Unis

Les revenus enregistrés aux États-Unis ont augmenté de 114,3 millions de dollars, ou 19,3 %, pour se chiffrer à 705,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 591,2 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation tient à la hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte et à l'incidence favorable des taux de change de 32 millions de dollars, partiellement contrebalancées par la baisse du volume de ventes de motoneiges. Les États-Unis représentaient respectivement 50,6 % et 48,2 % des revenus pour les trimestres terminés les 31 octobre 2018 et 2017.

Canada

Les revenus enregistrés au Canada ont augmenté de 22,7 millions de dollars, ou 8,7 %, pour se chiffrer à 285,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 262,3 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation est attribuable à la hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte. Le Canada représentait respectivement 20,4 % et 21,4 % des revenus pour les trimestres terminés les 31 octobre 2018 et 2017.

International

Les revenus enregistrés à l'International ont augmenté de 30,7 millions de dollars, ou 8,2 %, pour se chiffrer à 403,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018, comparativement à 373,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation s'explique principalement par la hausse du volume de ventes de motomarines et de véhicules côte à côte. L'International représentait respectivement 29,0 % et 30,4 % des revenus pour les trimestres terminés les 31 octobre 2018 et 2017.



Analyse des résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018

La rubrique suivante présente un sommaire de la performance financière de la Société pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, par rapport à la période correspondante terminée le 31 octobre 2017.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 511,4 millions de dollars, ou 15,8 %, pour se chiffrer à 3 737,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 3 226,5 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation des revenus découle principalement de la hausse des ventes en gros de produits toutes saisons et de produits saisonniers et à une fluctuation favorable de 12 millions de dollars des taux de change.

Les ventes au détail de véhicules récréatifs motorisés et de moteurs hors-bord de la Société en Amérique du Nord ont augmenté de 10 % pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018 par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017, essentiellement en raison d'une augmentation des ventes de véhicules côte à côte et de motomarines.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 155,5 millions de dollars, ou 20,4 %, pour se chiffrer à 918,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 763,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation de la marge brute comprend une fluctuation favorable des taux de change de 7 millions de dollars. Le pourcentage de marge brute a augmenté de 100 points de base, passant de 23,6 % pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017 à 24,6 %. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte, de motomarines et de PAV, ainsi qu'à des prix favorables.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 69,4 millions de dollars, ou 13,8 %, pour atteindre 572,4 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 503,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des coûts de vente et de marketing afin d'appuyer le lancement de divers produits et à la hausse des frais généraux et administratifs.

BAlIA normalisé^[1]

Le BAlIA normalisé^[1] a augmenté de 100,0 millions de dollars, ou 26,7 %, pour atteindre 474,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 374,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la marge brute, partiellement contrebalancée par une hausse des charges d'exploitation.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 14,8 millions de dollars, ou 37,1 %, pour atteindre 54,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 39,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des coûts de transaction relatifs à la facilité à terme par suite du refinancement réalisé au cours de l'exercice 2019, ainsi qu'à une hausse des charges d'intérêts sur la facilité à terme, en raison d'une augmentation du montant nominal dû.

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».



Taux de change

Les principaux taux de change moyens ayant servi à convertir les revenus et les charges libellés en devises, sans tenir compte de l'incidence des programmes de couverture de la Société, s'établissaient comme suit pour les périodes de neuf mois terminées les 31 octobre 2018 et 2017 :

	31 octobre 2018	31 octobre 2017
Dollar américain	1,2933 \$ CA/\$ US	1,3010 \$ CA/\$ US
Euro	1,5353 \$ CA/euro	1,4627 \$ CA/euro

Les principaux taux de change de clôture ayant servi à convertir les actifs et les passifs libellés en devises s'établissaient comme suit :

	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Dollar américain	1,3133 \$ CA/\$ US	1,2293 \$ CA/\$ US
Euro	1,4880 \$ CA/euro	1,5280 \$ CA/euro

Lorsque l'on compare le bénéfice d'exploitation et le bénéfice avant impôt de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018 à ceux de la période correspondante terminée le 31 octobre 2017, l'incidence des fluctuations des taux de change s'établit comme suit :

	(Gain) perte de change Période de neuf mois
(en millions de dollars canadiens)	
Revenus	(11,6) \$
Coût des ventes	4,5
Incidence des fluctuations des taux de change sur la marge brute	(7,1)
Charges d'exploitation	5,2
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice d'exploitation	(1,9)
Dette à long terme	74,9
Frais financiers nets	(0,1)
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice avant impôt	72,9 \$

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt a augmenté de 20,9 millions de dollars pour atteindre 77,8 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 56,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse du bénéfice d'exploitation. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 35,0 % pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 25,2 % pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation est surtout attribuable au traitement fiscal et comptable du gain (de la perte) de change relativement à la facilité à terme.

Bénéfice net

Le bénéfice net a diminué de 24,5 millions de dollars pour s'établir à 144,6 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 169,1 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. Cette diminution découle essentiellement de l'incidence défavorable des fluctuations des taux de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains, partiellement contrebalancée par l'augmentation du bénéfice d'exploitation.



Analyse des résultats sectoriels pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018

La rubrique suivante présente un sommaire de la performance financière des secteurs de la Société pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, par rapport à la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Les transactions intersectorielles sont comprises dans cette analyse.

Groupe sports motorisés

Revenus

Produits toutes saisons

Les revenus tirés des produits toutes saisons ont augmenté de 342,1 millions de dollars, ou 26,3 %, pour se chiffrer à 1 643,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 1 300,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte et à une fluctuation favorable des taux de change de 9 millions de dollars.

Les ventes au détail de produits toutes saisons en Amérique du Nord ont augmenté d'un niveau de pourcentage se situant au milieu de la tranche de 10 à 20 pour cent, par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017.

Produits saisonniers

Les revenus tirés des produits saisonniers ont augmenté de 109,2 millions de dollars, ou 9,8 %, pour se chiffrer à 1 225,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 1 116,7 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation découle principalement d'une hausse du volume et d'une composition favorable des ventes de motomarines.

Les ventes au détail de produits saisonniers en Amérique du Nord ont augmenté d'un niveau de pourcentage se situant dans le haut de la tranche de 1 à 10 pour cent par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017.

PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM

Les revenus tirés des PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM ont augmenté de 31,1 millions de dollars, ou 6,6 %, pour se chiffrer à 505,9 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 474,8 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse du volume de ventes de pièces et d'accessoires pour les véhicules côte à côte et les motomarines, partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes de moteurs de motocyclettes.

Marge brute

La marge brute a augmenté de 161,3 millions de dollars, ou 23,5 %, pour se chiffrer à 848,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 687,4 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation de la marge brute comprend une fluctuation favorable des taux de change de 3 millions de dollars. Le pourcentage de marge brute a augmenté de 130 points de base, passant de 23,8 % pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017 à 25,1 %. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte, de motomarines et de PAV, ainsi qu'à des prix favorables.



Groupe marin

Revenus

Les revenus tirés des moteurs marins, des bateaux et des PAV ont augmenté de 26,7 millions de dollars, ou 7,4 %, pour se chiffrer à 388,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 361,3 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition d'Alumacraft et de Triton, partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes de moteurs hors-bord.

Les ventes au détail de moteurs hors-bord en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 1 à 10 pour cent, par rapport à la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017.

Marge brute

La marge brute a diminué de 5,8 millions de dollars, ou 7,7 %, pour se chiffrer à 69,8 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 75,6 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. Cette diminution de la marge brute comprend une fluctuation favorable des taux de change de 4 millions de dollars. Le pourcentage de marge brute a diminué de 290 points de base, passant de 20,9 % pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017 à 18,0 %. La diminution est principalement attribuable à la hausse des coûts de production et à la composition défavorable des ventes, partiellement contrebalancées par la fluctuation favorable des taux de change.

Tendances par territoire

Revenus

États-Unis

Les revenus enregistrés aux États-Unis ont augmenté de 382,4 millions de dollars, ou 23,4 %, pour se chiffrer à 2 016,3 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 1 633,9 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte. Les États-Unis représentaient respectivement 54,0 % et 50,6 % des revenus pour les périodes de neuf mois terminées les 31 octobre 2018 et 2017.

Canada

Les revenus tirés des produits toutes saisons ont augmenté de 49,5 millions de dollars, ou 8,4 %, pour se chiffrer à 636,1 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 586,6 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse du volume de ventes de motomarines et de véhicules côte à côte. Le Canada représentait respectivement 17,0 % et 18,2 % des revenus pour les périodes de neuf mois terminées les 31 octobre 2018 et 2017.

International

Les revenus enregistrés à l'International ont augmenté de 79,5 millions de dollars, ou 7,9 %, pour se chiffrer à 1 085,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 1 006,0 millions de dollars pour la période correspondante terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation découle principalement d'une hausse du volume et d'une composition favorable des ventes de motomarines, d'une hausse du volume de ventes de véhicules côte à côte, ainsi que d'une incidence favorable de 11 millions de dollars des taux de change. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes de moteurs de motocyclettes. L'International représentait respectivement 29,0 % et 31,2 % des revenus pour les périodes de neuf mois terminées les 31 octobre 2018 et 2017.



Sommaire des résultats consolidés trimestriels

	Trimestres terminés les							
	31 octobre 2018	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 janvier 2018 ^[1]	31 octobre 2017 ^[1]	31 juillet 2017 ^[1]	30 avril 2017 ^[1]	31 janvier 2017
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Exercice 2019	Exercice 2019	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2017
Revenus par catégorie^[2]								
Groupe sports motorisés								
Produits toutes saisons	562,4 \$	554,0 \$	526,6 \$	509,1 \$	464,4 \$	440,4 \$	396,1 \$	527,3 \$
Produits saisonniers PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM	490,9	384,6	350,4	437,2	475,6	316,7	324,4	489,5
Groupe marin	201,8	147,1	155,9	187,3	179,1	142,5	150,8	182,3
Revenus totaux	1 394,2	1 207,0	1 136,7	1 226,0	1 226,5	1 023,1	976,9	1 305,3
Marge brute	356,8	280,1	281,6	282,1	319,9	216,0	227,1	335,6
<i>En pourcentage des revenus</i>	25,6 %	23,2 %	24,8 %	23,0 %	26,1 %	21,1 %	23,2 %	25,7 %
Bénéfice net (perte nette)	90,2	41,0	13,4	70,0	70,0	104,0	(4,9)	136,4
BAIIA normalisé^[3]	203,2	144,2	126,6	162,2	189,7	83,7	100,6	204,3
Bénéfice net normalisé^[3]	102,9	66,4	53,5	76,2	103,6	22,9	42,8	111,8
Bénéfice (perte) de base par action	0,93	0,41	0,13	0,69	0,68	0,94	(0,05)	1,22
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,92	0,41	0,13	0,68	0,67	0,93	(0,05)	1,22
Bénéfice de base normalisé par action^[3]	1,06	0,67	0,53	0,75	1,00	0,21	0,38	1,00
Bénéfice dilué normalisé par action^[3]	1,04 \$	0,66 \$	0,52 \$	0,74 \$	0,99 \$	0,20 \$	0,38 \$	1,00 \$

^[1] Données retraitées afin de refléter l'adoption des normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

^[2] Les chiffres correspondants ont été modifiés afin de refléter les nouvelles catégories de revenus par suite de l'acquisition d'Alumacraft et de Triton et de la création du Groupe marin.

^[3] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».



Tableau de rapprochement des résultats consolidés trimestriels

	Trimestres terminés les							
	31 octobre 2018	31 juillet 2018	30 avril 2018	31 janvier 2018 ^[1]	31 octobre 2017 ^[1]	31 juillet 2017 ^[1]	30 avril 2017 ^[1]	31 janvier 2017
(en millions de dollars canadiens)	Exercice 2019	Exercice 2019	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2018	Exercice 2017
Bénéfice net (perte nette)	90,2 \$	41,0 \$	13,4 \$	70,0 \$	70,0 \$	104,0 \$	(4,9) \$	136,4 \$
Éléments normalisés								
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	10,2	17,3	41,5	(47,4)	31,7	(81,8)	44,2	(25,3)
Coûts de transaction et autres charges connexes	0,5	1,2	—	—	—	—	—	—
Coûts de restructuration et coûts connexes (reprise) ^[2]	0,1	0,6	0,2	2,9	—	—	—	(0,3)
Perte découlant d'un litige ^[3]	0,3	0,2	0,6	0,2	—	0,9	4,8	7,8
Coûts de transaction sur la dette à long terme	—	8,9	—	—	2,1	—	—	—
Gains au titre des services passés liés aux régimes de retraite	—	(1,4)	—	—	—	—	—	(6,3)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises	0,5	—	—	—	—	—	—	—
Autres éléments	1,9	1,2	(2,0)	1,0	0,5	—	—	—
Ajustement au titre de l'impôt ^[4]	(0,8)	(2,6)	(0,2)	49,5	(0,7)	(0,2)	(1,3)	(0,5)
Bénéfice net normalisé^[5]	102,9	66,4	53,5	76,2	103,6	22,9	42,8	111,8
Charge d'impôt normalisée ^[5]	40,6	20,8	20,0	31,1	36,1	12,4	10,6	43,0
Frais financiers ajustés ^{[5] [6]}	17,3	16,7	14,1	13,8	13,8	13,4	12,5	13,8
Produits financiers ajustés ^{[5] [6]}	(0,4)	(0,5)	(0,6)	(0,3)	(0,5)	(0,7)	(0,7)	—
Amortissement ajusté ^{[5] [7]}	42,8	40,8	39,6	41,4	36,7	35,7	35,4	35,7
BAIIA normalisé^[5]	203,2 \$	144,2 \$	126,6 \$	162,2 \$	189,7 \$	83,7 \$	100,6 \$	204,3 \$

^[1] Données retraitées afin de refléter l'adoption des normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

^[2] La Société procède, de temps à autre, à des activités de restructuration et de réorganisation afin d'améliorer sa flexibilité et son efficacité. Les coûts liés à ces activités sont principalement composés de coûts au titre des indemnités de départ et de salaires au titre du maintien en poste du personnel.

^[3] La Société est partie à des litiges concernant des violations de brevets avec l'un de ses concurrents.

^[4] Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2018, l'ajustement au titre de l'impôt se rapporte principalement aux modifications des taux d'imposition sur l'impôt différé à la suite de la réforme fiscale américaine.

^[5] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».

^[6] Ajustés en fonction des coûts de transaction sur la dette à long terme et des gains et des pertes comptabilisés en résultat net relativement à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

^[7] Ajusté en fonction de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises au moyen de regroupements d'entreprises.



Situation de trésorerie et sources de financement

Situation de trésorerie

Les principales sources de trésorerie de la Société sont les soldes existants en espèces, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les emprunts disponibles en vertu des facilités de crédit renouvelables et de la facilité à terme.

La Société utilise principalement la trésorerie pour financer ses activités, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations relatives au développement de produits et aux infrastructures de fabrication. La variation des besoins en matière de fonds de roulement découle principalement du caractère saisonnier du calendrier de production et des expéditions de produits de la Société.

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie nets par activités pour les périodes de neuf mois terminées les 31 octobre 2018 et 2017.

(en millions de dollars canadiens)	Périodes de neuf mois terminées les	
	31 octobre 2018	31 octobre 2017
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	378,5 \$	308,5 \$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(357,5)	(145,2)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(182,8)	(297,4)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(2,7)	(1,5)
Diminution nette de la trésorerie	(164,5)	(135,6)
Trésorerie au début de la période	226,0	298,6
Trésorerie à la fin de la période	61,5 \$	163,0 \$

Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation ont totalisé 378,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 308,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation de 70,0 millions de dollars des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable à la hausse du bénéfice d'exploitation, partiellement contrebalancée par les variations défavorables du fonds de roulement de 25,5 millions de dollars. Les variations défavorables du fonds de roulement s'expliquent principalement par l'augmentation des stocks, partiellement contrebalancée par la hausse des fournisseurs et charges à payer servant à soutenir l'augmentation de la production.

Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement ont totalisé 357,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 145,2 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. L'augmentation de 212,3 millions de dollars est principalement attribuable à l'acquisition d'Alumacraft et de Triton.

Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement ont totalisé 182,8 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 297,4 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017. La diminution de 114,6 millions de dollars des flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement est principalement attribuable à la diminution du nombre d'actions rachetées.



Obligations contractuelles

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles importantes de la Société au 31 octobre 2018, y compris ses engagements liés à des contrats de location :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant total
Engagements					
Contrats de location simple	33,4 \$	58,1 \$	46,6 \$	107,6 \$	245,7 \$
Obligations financières					
Fournisseurs et charges à payer	1 044,1	—	—	—	1 044,1
Dette à long terme (y compris les intérêts)	72,3	134,2	133,3	1 219,8	1 559,6
Instruments financiers dérivés	3,9	—	—	3,4	7,3
Autres passifs financiers (y compris les intérêts)	104,9	0,8	0,5	24,5	130,7
	1 225,2	135,0	133,8	1 247,7	2 741,7
Total des obligations	1 258,6 \$	193,1 \$	180,4 \$	1 355,3 \$	2 987,4 \$

La Société conclut des ententes d'achat avec des fournisseurs relativement à des matériaux utilisés dans la production. Ces ententes sont généralement conclues avant le début de la production et peuvent établir une quantité fixe ou variable de matériaux qui seront achetés. En raison de l'incertitude en ce qui a trait à la quantité et au prix des matériaux pouvant être achetés, la Société ne peut déterminer avec exactitude ses engagements relatifs à ces ententes d'achat.

La direction est d'avis que les activités d'exploitation et le financement disponible de la Société lui procureront des sources de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins à court et à long terme.

Sources de financement

Facilités de crédit renouvelables

Le 23 mai 2018, la Société a refinancé ses facilités de crédit renouvelables de 475,0 millions de dollars afin d'augmenter de 100,0 millions de dollars le montant pouvant être prélevé sur celles-ci, soit un montant total de 575,0 millions de dollars, de reporter leur échéance de juin 2021 à mai 2023 et de diminuer les coûts d'emprunt de 0,25 % (les « facilités de crédit renouvelables »). La Société a engagé des frais de transaction de 2,6 millions de dollars relatifs à ce refinancement. Le total des emprunts disponibles est assujéti, en vertu des facilités de crédit renouvelables, à un calcul de la capacité d'emprunt correspondant à la somme de 75 % de la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de 50 % de la valeur comptable des stocks. Les facilités de crédit renouvelables peuvent servir à financer les besoins du fonds de roulement et les dépenses d'investissement de la Société ou être employées à d'autres fins générales.

Au 31 octobre 2018, la Société n'avait prélevé aucun montant sur les facilités de crédit renouvelables.

Les taux d'intérêt applicables varient en fonction d'un ratio de levier financier défini dans la convention concernant les facilités de crédit renouvelables comme étant le ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie consolidés de la filiale de la Société, Bombardier Produits Récréatifs inc. (le « ratio de levier financier »). Les taux d'intérêt applicables s'établissent comme suit :

- i) le montant en dollars américains
 - a) au taux LIBOR majoré de 1,45 % à 3,25 % par année, ou
 - b) au taux de base américain majoré de 0,45 % à 2,25 % par année, ou
 - c) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 0,45 % à 2,25 % par année;
- ii) le montant en dollars canadiens
 - a) au taux des acceptations bancaires majoré de 1,45 % à 3,25 % par année, ou
 - b) au taux préférentiel du Canada majoré de 0,45 % à 2,25 % par année;
- iii) le montant en euros au taux EURIBOR majoré de 1,45 % à 3,25 % par année.



De plus, la Société paie des commissions d'engagement de 0,25 % à 0,40 % par année sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables.

Au 31 octobre 2018, les coûts d'emprunt en vertu des facilités de crédit renouvelables s'établissent comme suit :

- i) le montant en dollars américains
 - a) au taux LIBOR majoré de 1,75 % par année, ou
 - b) au taux de base américain majoré de 0,75 % par année, ou
 - c) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 0,75 % par année;
- ii) le montant en dollars canadiens
 - a) au taux des acceptations bancaires majoré de 1,75 % par année, ou
 - b) au taux préférentiel du Canada majoré de 0,75 % par année;
- iii) le montant en euros au taux EURIBOR majoré de 1,75 % par année.

Au 31 octobre 2018, les commissions d'engagement sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables s'établissaient à 0,25 % par année.

Afin d'avoir pleinement accès à ses facilités de crédit renouvelables, la Société doit maintenir, dans certaines circonstances, un ratio minimal de couverture des charges fixes.

Au 31 octobre 2018, la Société avait émis des lettres de crédit pour un montant de 2,2 millions de dollars en vertu des facilités de crédit renouvelables (2,1 millions de dollars au 31 janvier 2018). De plus, des lettres de crédit d'un montant de 4,6 millions de dollars étaient en cours en vertu d'autres conventions au 31 octobre 2018 (5,2 millions de dollars au 31 janvier 2018).

Facilité à terme

Le 23 mai 2018, la Société a refinancé sa facilité à terme afin d'augmenter de 111,0 millions de dollars américains le montant en capital, ce qui porte le montant en capital total à 900,0 millions de dollars américains, de reporter son échéance de juin 2023 à mai 2025 et de diminuer les coûts d'emprunt de 0,50 % (la « facilité à terme »). La convention de facilité à terme comporte les déclarations et garanties habituelles, mais ne prévoit aucune clause restrictive. La Société a engagé des coûts de transaction de 8,9 millions de dollars.

Au 31 octobre 2018, les coûts d'emprunt en vertu de la facilité à terme s'établissaient comme suit :

- i) au taux LIBOR majoré de 2,00 % par année, le taux LIBOR minimal étant de 0,00 %, ou
- ii) au taux de base américain majoré de 1,00 %, ou
- iii) au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,00 %.

Conformément à la facilité à terme, les coûts d'emprunt au taux de base américain ou au taux préférentiel des États-Unis ne peuvent être inférieurs aux coûts d'emprunt au taux LIBOR.

La Société est tenue de rembourser chaque trimestre au moins 0,25 % du montant nominal initial de 900,0 millions de dollars américains, à partir du troisième trimestre de l'exercice terminé le 31 janvier 2019. Par conséquent, la Société a remboursé un montant de 2,3 millions de dollars américains (3,0 millions de dollars) au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2018. En outre, dans l'éventualité où Bombardier Produits Récréatifs inc. affichait une situation de trésorerie excédentaire à la fin de l'exercice et un ratio de levier financier supérieur à un certain seuil, la Société pourrait être tenue de rembourser une partie de la facilité à terme.



Emprunts à terme autrichiens

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, la Société a conclu des conventions d'emprunt à terme assorties de taux d'intérêt favorables en vertu de programmes du gouvernement autrichien. Ces programmes soutiennent les projets de recherche et développement en fonction des charges engagées par la Société en Autriche. Les emprunts à terme, dont le montant nominal total s'élève à 1,7 million d'euros (2,6 millions de dollars), portent intérêt au taux EURIBOR sur trois mois majoré de 1,00 % et viennent à échéance entre décembre 2022 et mars 2023.

Au 31 octobre 2018, le montant restant dû par la Société en vertu de ses emprunts à terme autrichiens s'élevait à 23,4 millions d'euros. Ces emprunts portent intérêt à des taux allant de 0,75 % à 2,19 % et viennent à échéance entre décembre 2018 et décembre 2028.

Obligation locative au titre des contrats de location-financement

Au 31 octobre 2018, les obligations contractuelles à l'égard des actifs acquis en vertu de contrats de location-financement s'élevaient à 12,3 millions de dollars et devront être réglées au cours d'une période se terminant en décembre 2030.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En mars 2018, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat aux fins d'annulation d'un nombre maximal de 3 625 271 de ses actions à droit de vote subalterne en circulation. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, la Société a racheté les 3 625 271 actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie totale de 212,3 millions de dollars. De plus, au cours de la même période, la Société a conclu l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités annoncée et lancée au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2018 et elle a racheté 758 099 actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie totale de 36,3 millions de dollars.



Situation financière consolidée

Le tableau ci-après présente les principaux écarts observés dans les états consolidés intermédiaires résumés non audités de la situation financière de la Société entre le 31 octobre 2018 et le 31 janvier 2018, ainsi que l'incidence des fluctuations des taux de change sur ces écarts, l'écart net connexe (qui ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations des taux de change sur ces écarts) et les explications de l'écart net.

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2018	31 janvier 2018 ^[1]	Écart	Incidence des taux de change	Écart net	Explications de l'écart net
Créances clients et autres débiteurs	329,3 \$	328,8 \$	0,5 \$	5,6 \$	6,1 \$	Aucun écart important.
Stocks	1 009,6	742,8	266,8	2,7	269,5	S'explique principalement par l'augmentation des stocks de motoneiges pour les livraisons de produits à venir et l'augmentation des stocks de véhicules côte à côte en raison de la gamme de produits élargie et de la hausse de la demande.
Immobilisations corporelles	846,0	766,8	79,2	(0,1)	79,1	S'explique principalement par les investissements liés à la hausse de la capacité de production et à l'optimisation des infrastructures de fabrication et de la logistique.
Fournisseurs et charges à payer	1 044,1	805,5	238,6	(24,3)	214,3	S'explique principalement par l'augmentation des achats relatifs à la production de motoneiges.
Dette à long terme, y compris la tranche courante	1 220,3	1 014,8	205,5	(67,9)	137,6	S'explique principalement par l'augmentation du montant emprunté aux termes de la facilité à terme.
Passifs découlant des avantages sociaux futurs du personnel	206,0	224,8	(18,8)	2,4	(16,4)	S'explique principalement par l'augmentation d'environ 40 points de base du taux d'actualisation appliqué aux obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies au Canada d'environ 40 points de base, partiellement contrebalancée par la diminution de la juste valeur des actifs des régimes au Canada.

^[1] Données retraitées afin de refléter l'adoption des normes IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 9, *Instruments financiers*, comme l'explique la note 20 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018.

Arrangements hors bilan

Arrangements financiers conclus avec les concessionnaires et les distributeurs

La Société, la plupart de ses concessionnaires indépendants et certains de ses distributeurs indépendants sont parties à des ententes conclues avec des fournisseurs de services financiers externes. Ces ententes leur procurent le financement nécessaire à l'achat des produits de la Société et améliorent le fonds de roulement de la Société en permettant le recouvrement plus rapide des créances auprès des concessionnaires et des distributeurs. Environ les trois quarts des ventes de la Société sont effectuées aux termes de telles ententes. Les différentes parties susmentionnées ont conclu des ententes avec TCF Inventory Finance Inc. et Financement commercial TCF Canada Inc. (collectivement, « TCF »), qui leur octroient des facilités de financement en Amérique du Nord et en Amérique latine, et avec Wells Fargo Commercial Distribution Finance, Wells Fargo Bank International, Wells Fargo International Finance LLC et Wells Fargo International Finance (New Zealand) Limited (collectivement, « Wells Fargo »), qui leur accordent des facilités de financement en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'entente conclue entre la Société et TCF expirera le 31 janvier 2023. Dans le cas des contrats conclus avec Wells Fargo, la période d'engagement ne peut se poursuivre après le 29 novembre 2019.

Le montant du financement accordé aux concessionnaires et aux distributeurs indépendants de la Société a totalisé respectivement 1 065,3 millions de dollars et 2 856,6 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2018, comparativement à 939,6 millions de dollars et à 2 359,2 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2017. Le solde exigible du financement obtenu par les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société auprès des sociétés de financement externes se chiffrait respectivement à 1 869,7 millions de dollars et à 1 576,9 millions de dollars au 31 octobre 2018 et au 31 janvier 2018.

La répartition du solde exigible par pays et par devise locale entre les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société avec les sociétés de financement externes s'établit comme suit aux dates indiquées :

(en millions)	Devise	31 octobre 2018	31 janvier 2018
Solde exigible	CAD	1 870 \$	1 577 \$
États-Unis	USD	966 \$	877 \$
Canada	CAD	498 \$	387 \$
Europe	Euro	33 €	38 €
Australie et Nouvelle-Zélande	AUD	58 \$	54 \$

Les coûts engagés par la Société dans le cadre des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs ont totalisé 17,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2018 et 42,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2018, comparativement à 13,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 octobre 2017 et à 32,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2017.

En vertu des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait, dans l'éventualité d'une défaillance du concessionnaire ou du distributeur, être tenue d'acheter des sociétés de financement des produits neufs inutilisés à un prix équivalant au total du solde exigible du concessionnaire ou du distributeur par les sociétés de financement. En Amérique du Nord, l'obligation est limitée au montant le plus élevé entre 25,0 millions de dollars américains (32,8 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les 12 derniers mois en vertu de l'entente de financement, tandis qu'en Europe, l'obligation est limitée au montant le plus élevé entre 10,0 millions de dollars américains (13,1 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les 12 derniers mois en vertu des ententes de financement. En Australie et en Nouvelle-Zélande, l'obligation de reprendre possession de produits neufs inutilisés est limitée au montant le plus élevé entre 5,0 millions de dollars australiens (4,7 millions de dollars) et 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les 12 derniers mois en vertu des ententes de financement.



Le solde maximal du financement soumis à l'obligation d'achat par la Société de produits neufs et inutilisés était de 247 millions de dollars au 31 octobre 2018 (229 millions de dollars en Amérique du Nord, 13 millions de dollars en Europe et 5 millions de dollars en Australie et en Nouvelle-Zélande) et de 162 millions de dollars au 31 janvier 2018 (145 millions de dollars en Amérique du Nord, 12 millions de dollars en Europe et 5 millions de dollars en Australie et en Nouvelle-Zélande).

La Société n'a pas subi de pertes importantes par suite de la reprise de possession de produits neufs inutilisés par les sociétés de financement au cours des trimestres et des périodes de neuf mois terminés les 31 octobre 2018 et 2017.

Conventions de financement offertes à des particuliers

La Société a des relations contractuelles avec des sociétés de financement externes afin de faciliter l'octroi de crédit aux particuliers pour l'achat de ses produits en Amérique du Nord. Ces conventions permettent généralement à la Société d'offrir un taux d'intérêt privilégié aux particuliers pour une période définie aux termes de certains programmes de vente. Au Canada, la Société a de telles conventions avec Services de financement TD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Aux États-Unis, la Société a de telles conventions avec Sheffield Financial, Citi Retail Services et Roadrunner Financial. Les obligations financières de la Société aux termes de ces contrats se rapportent principalement aux engagements qu'elle prend dans le cadre de certains programmes de vente.

Transactions entre parties liées

Transactions avec les actionnaires principaux

Le 18 septembre 2018, le groupe Beaudier et Bain Capital ont réalisé un reclassement de 8 700 000 actions à droit de vote subalterne de la Société par l'entremise d'un syndicat de preneurs fermes. Avant cette transaction, le groupe Beaudier et Bain Capital avaient respectivement converti 4 915 824 et 3 935 264 actions à droit de vote multiple en un nombre équivalent d'actions à droit de vote subalterne. La Société n'a reçu aucune tranche du produit de ces reclassements. Conformément aux modalités de la convention de droits d'inscription conclue relativement au premier appel public à l'épargne visant les actions à droit de vote subalterne de la Société, la Société a engagé des frais et des charges d'environ 1,9 million de dollars dans le cadre de ce reclassement.

Transactions avec Bombardier Inc., société liée au groupe Beaudier

En vertu de la convention d'achat conclue en 2003 relativement à l'acquisition du secteur des produits récréatifs de Bombardier Inc., la Société s'est engagée à rembourser à Bombardier Inc. un montant au titre de l'impôt sur le résultat représentant 22,3 millions de dollars et 22,0 millions de dollars au 31 octobre 2018 et au 31 janvier 2018, respectivement. Les versements commenceront lorsque Bombardier Inc. commencera à verser des paiements relatifs à l'impôt sur le résultat au Canada et/ou aux États-Unis. La Société ne s'attend pas à faire de paiements à Bombardier Inc. dans le cadre de cette obligation au cours de l'exercice se terminant le 31 janvier 2019.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société se répartissent en actifs financiers et en passifs financiers et sont évalués à la clôture de chaque période à leur juste valeur ou au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, selon le classement établi conformément aux normes IFRS. Par leur nature, les actifs financiers sont exposés au risque de crédit, tandis que les passifs financiers sont exposés au risque de liquidité. En outre, les instruments financiers et les transactions de la Société pourraient être libellés en devises, ce qui donnerait lieu à un risque de change qui pourrait être atténué au moyen d'instruments financiers dérivés. Dans une moindre mesure, la Société est exposée au risque d'intérêt lié à ses facilités de crédit renouvelables, à sa facilité à terme et à ses emprunts à terme autrichiens.



Risque de change

Les éléments présentés dans les états consolidés du résultat, les états consolidés de la situation financière et les tableaux consolidés des flux de trésorerie et figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société, qui sont libellés en dollars canadiens, sont fortement exposés aux fluctuations des taux de change, essentiellement les taux de conversion du dollar américain et de l'euro en dollars canadiens.

Les entrées et les sorties de trésorerie de la Société se font principalement en dollars canadiens, en dollars américains et en euros. À l'aide de ses opérations commerciales, la Société tient généralement à compenser les entrées et les sorties de trésorerie libellées en dollars américains et en euros.

Dans le cas des devises que la Société ne parvient pas à compenser au moyen de ses opérations commerciales récurrentes, essentiellement pour le dollar australien, la couronne suédoise, la couronne norvégienne et la livre sterling, la Société a recours à des contrats de change, conformément à sa politique de couverture. En vertu de cette politique, la Société couvre jusqu'à 50 % de l'exposition prévue aux revenus dans ces devises au cours de la période budgétaire annuelle et augmente constamment la couverture jusqu'à ce que cette dernière atteigne 80 % six mois avant le moment où l'exposition se matérialise. La direction examine périodiquement la position de couverture pertinente et peut la couvrir à sa discrétion à l'intérieur des paramètres autorisés définis dans la politique de couverture, jusqu'à concurrence du pourcentage maximal prévu. Les contrats sont comptabilisés selon le modèle de couverture des flux de trésorerie qui tient compte des ventes prévues qui seront très probablement effectuées dans les devises concernées, et les gains ou les pertes sur les instruments dérivés en question ne sont comptabilisés au résultat net que lorsque les ventes prévues se réalisent.

Enfin, pour réduire l'exposition découlant de la réévaluation à la clôture de la période des fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change possédant les mêmes dates de début et échéances. Ces contrats sont comptabilisés dans le résultat à la clôture de chaque période de façon à limiter les gains ou les pertes découlant de la réévaluation, au taux de fin de période, de ces passifs libellés en devises.

Bien que l'application de la stratégie de couverture de la Société protège, dans une certaine mesure, le bénéfice d'exploitation de la Société contre d'importantes fluctuations des taux de change, il n'en reste pas moins que le bénéfice net est très exposé aux fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain du fait de la dette à long terme libellée dans cette devise. Toutefois, le bénéfice net normalisé^[1] de la Société ne tient pas compte du gain (de la perte) de change sur la dette à long terme.

Risque de liquidité

La Société pourrait avoir de la difficulté à respecter les obligations liées à ses passifs financiers. Afin de gérer adéquatement son risque de liquidité, la Société surveille continuellement ses besoins en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tout en tenant compte du caractère saisonnier des besoins de son fonds de roulement, de même que de la répartition de ses revenus et de ses charges. La Société estime que les flux de trésorerie dégagés par ses activités d'exploitation, ajoutés à ses fonds en banque et aux fonds dont elle peut disposer aux termes de ses facilités de crédit, lui assurent une souplesse financière suffisante et réduisent son risque de liquidité.

Risque de crédit

La Société pourrait être exposée, dans le cours normal de ses activités, à l'incapacité potentielle de ses concessionnaires, de ses distributeurs et de ses autres partenaires commerciaux à respecter leurs obligations contractuelles à l'égard des actifs financiers et des montants garantis en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et Wells Fargo.

^[1] Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les normes IFRS ».



La Société estime que le risque de crédit associé à ses créances clients et à ses responsabilités limitées en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et Wells Fargo ne représente pas une importante concentration de risque et de perte en raison du grand nombre de concessionnaires, de distributeurs et d'autres partenaires commerciaux et de leur répartition dans de nombreuses régions. De plus, la Société atténue ce risque en exerçant ses activités par l'intermédiaire de ses propres canaux de distribution et en assurant le suivi de la solvabilité des concessionnaires et des distributeurs établis dans diverses régions.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt surtout sur le LIBOR, en fonction duquel est calculé l'intérêt sur sa facilité à terme. La Société ne couvre pas son exposition aux fluctuations. Par conséquent, une hausse des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société.

Estimations comptables critiques

Estimations et jugements importants

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux méthodes comptables de la Société exige de la direction qu'elle formule des jugements et des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, ainsi que sur les montants connexes relatifs aux revenus et aux charges, aux autres éléments du bénéfice global et aux informations fournies.

Les meilleures estimations de la Société sont fondées sur les renseignements, les données et les faits connus à la date à laquelle elles sont formulées. La direction s'appuie sur son expérience et sur certains renseignements, sur la conjoncture économique et les tendances en général, ainsi que sur des hypothèses concernant les résultats futurs probables pour formuler les estimations. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement, et les incidences de toute variation sont comptabilisées immédiatement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et ces différences pourraient être importantes.

Le budget d'exploitation annuel de la Société et les révisions du budget qu'elle réalise durant l'exercice (collectivement, le « Budget »), de même que le plan stratégique de la Société, comprennent des données fondamentales qui sont utilisées comme base pour établir certaines estimations importantes nécessaires à la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Chaque année, la direction prépare son budget d'exploitation et son plan stratégique annuels selon un processus en fonction duquel un budget détaillé sur un an et un plan stratégique sur trois ans sont établis par chaque entité, puis consolidés.

Les flux de trésorerie et la rentabilité compris dans le Budget sont fondés sur les commandes actuelles et futures prévues, la conjoncture générale des marchés, les structures de coûts actuelles, les variations de coûts prévues et les ententes actuelles avec des tiers. La direction utilise des données du budget d'exploitation annuel et des projections ou des hypothèses additionnelles pour calculer les résultats prévus en ce qui a trait au plan stratégique et aux périodes ultérieures.

Le Budget et le plan stratégique sont approuvés par la direction et le conseil d'administration. La direction assure ensuite le suivi du rendement par rapport au Budget. Des écarts importants entre le rendement réel et le rendement prévu constituent un indicateur clé du besoin d'évaluer si certaines des estimations utilisées pour la préparation de l'information financière devraient être révisées.

La direction doit s'appuyer sur des estimations aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société, et elle est d'avis que les estimations les plus importantes sont les suivantes :



Estimation de la valeur nette de réalisation des stocks

La valeur nette de réalisation des matériaux et des travaux en cours est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les besoins en matière de production, les caractéristiques actuelles et futures des produits, les coûts de production prévus devant être engagés et la rentabilité prévue des produits finis. La valeur nette de réalisation des produits finis ainsi que des pièces et accessoires est déterminée d'après la comparaison des éléments et de la valeur des stocks avec les prix de vente prévus, les programmes de vente et les caractéristiques des nouveaux produits.

Estimation de la durée d'utilité de l'outillage

La durée d'utilité de l'outillage est estimée par gamme de produits d'après leur durée de vie prévue et la durée de vie prévue du produit auquel ils se rapportent.

Estimation de la dépréciation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles

La direction évalue la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles principalement en ce qui a trait aux groupes des UGT, à l'aide d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie; l'évaluation est effectuée par gamme de produits lors de l'établissement du budget et du plan stratégique annuels. Des marques de commerce et un goodwill ont été comptabilisés relativement à l'acquisition du secteur des produits récréatifs de Bombardier Inc. par la Société en 2003. Au 31 octobre 2018, des marques de commerce totalisant 135,9 millions de dollars et un goodwill de 114,7 millions de dollars étaient liés à cette transaction. Par suite de l'acquisition d'Alumacraft et de Triton, des marques de commerce totalisant 63,5 millions de dollars et un goodwill de 57,0 millions de dollars ont été comptabilisés.

i) Tests de dépréciation des marques de commerce

Aux fins des tests de dépréciation, les marques de commerce Ski-Doo^{MD}, Sea-Doo^{MD}, Evinrude^{MD}, Alumacraft^{MD} et Manitou^{MD} sont affectées à leur UGT respective. La valeur comptable de 199,8 millions de dollars des marques de commerce se composait de montants de 63,5 millions de dollars, de 59,1 millions de dollars, de 13,3 millions de dollars, de 25,7 millions de dollars et de 38,2 millions de dollars, respectivement, au titre des marques de commerce Ski-Doo, Sea-Doo, Evinrude, Alumacraft et Manitou.

Valeur recouvrable

La Société établit séparément la valeur recouvrable de ces marques de commerce selon un calcul fondé sur leur valeur d'utilité, laquelle repose sur les flux de trésorerie projetés de la Société tirés du budget pour un exercice et du plan stratégique sur trois exercices, tout en incluant une valeur finale calculée en actualisant les données de l'exercice final à perpétuité. Ces données servent de fondement aux principales hypothèses utilisées pour calculer la valeur d'utilité et incluent les volumes de ventes, les prix de vente, les coûts de production, les coûts de distribution et les charges d'exploitation ainsi que les taux d'actualisation. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. La Société procède à une analyse de sensibilité des flux de trésorerie et du taux de croissance afin de confirmer que les marques de commerce n'ont pas subi de dépréciation.

ii) Tests de dépréciation du goodwill

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill de 114,7 millions de dollars inscrit en 2003 a été affecté au groupe des UGT représentant l'ensemble des gammes de produits de la Société.

Valeur recouvrable

La valeur recouvrable du groupe des UGT est établie selon un calcul fondé sur la valeur d'utilité, laquelle repose sur les flux de trésorerie projetés de la Société tirés du budget pour un exercice et du plan stratégique sur trois exercices, tout en incluant une valeur finale calculée en actualisant les données de l'exercice final à perpétuité. Ces données servent de fondement aux principales hypothèses utilisées pour calculer la valeur d'utilité et incluent les volumes de ventes, les prix de vente, les coûts de production, les coûts de distribution et les charges d'exploitation ainsi que les taux d'actualisation. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. Les flux de trésorerie futurs estimatifs sont ensuite actualisés. La Société procède à une analyse de sensibilité des flux de trésorerie et du taux de croissance afin de confirmer que le goodwill n'a pas subi de dépréciation.



Estimation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement si la direction juge probable qu'ils seront réalisés selon le budget annuel, le plan stratégique et des projections additionnelles permettant de calculer les résultats prévus pour des périodes ultérieures.

Estimation des provisions au titre des garanties régulières liées aux produits, des passifs liés aux produits, des programmes de vente et de la restructuration

Le coût de la garantie régulière est établi pour chaque produit et comptabilisé au moment de la vente en fonction de la meilleure estimation faite par la direction d'après les taux et les tendances historiques au titre des coûts. Les provisions relatives aux garanties régulières sont ajustées lorsque la Société détecte un problème important et récurrent relatif à des produits vendus ou lorsqu'elle constate des écarts en matière de coûts et de tendances par suite de l'analyse des réclamations au titre des garanties régulières.

La provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période est calculée en fonction de la meilleure estimation de la direction en ce qui a trait aux montants nécessaires au règlement des réclamations existantes. De plus, la provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période de présentation de l'information financière comprend les réclamations engagées, mais non présentées, d'après les coûts historiques moyens.

La provision liée au programme de vente est estimée selon les caractéristiques actuelles du programme, les données historiques et les ventes au détail prévues pour chaque gamme de produits.

La provision au titre de la restructuration est initialement estimée en fonction des coûts estimés du plan de restructuration, selon les éléments du plan approuvé par la direction. La provision au titre de la restructuration fait l'objet d'un examen à la fin de chaque période, de manière à tenir compte de toutes nouvelles informations concernant la réalisation du plan. Au besoin, la provision est ajustée.

Estimation des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies

Afin de déterminer les taux d'actualisation utilisés pour calculer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies, la direction consulte des cabinets d'actuaire externes pour qu'ils lui fournissent des taux d'actualisation utilisés couramment et applicables, qui sont fondés sur le rendement de placements à revenu fixe dans des sociétés de première qualité ayant des flux de trésorerie qui correspondent au versement prévu des prestations pour chaque régime à prestations définies. La direction se fonde sur ses connaissances et sur sa compréhension des facteurs économiques généraux pour tirer une conclusion sur l'exactitude des taux d'actualisation utilisés.

Jugements importants posés lors de l'application des méthodes comptables de la Société

La direction doit poser certains jugements lors de l'application des méthodes comptables de la Société, particulièrement en ce qui a trait aux éléments suivants :

Dépréciation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles

La Société opère selon un niveau élevé d'intégration et d'interdépendance aux fins de ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution. Les entrées de trésorerie générées par chaque gamme de produits nécessitent le recours à divers actifs de la Société, ce qui limite les tests de dépréciation à effectuer pour un seul actif. Par conséquent, la direction effectue les tests de dépréciation en regroupant les UGT.



Monnaie fonctionnelle

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale, mais ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution font l'objet d'un niveau élevé d'intégration, et la direction doit exercer un jugement important pour déterminer la monnaie fonctionnelle de chaque entité à l'aide des facteurs énoncés dans IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. La direction a mis en œuvre une méthode comptable en vertu de laquelle la monnaie fonctionnelle de chaque entité est réputée être sa monnaie locale, à moins que l'évaluation des critères utilisés aux fins de l'évaluation de la monnaie fonctionnelle énoncés dans IAS 21 ne détermine qu'une autre monnaie constitue la monnaie fonctionnelle. Les critères énoncés dans IAS 21 qui sont applicables à chaque entité font l'objet d'un examen annuel, en fonction des transactions avec des tiers uniquement.

Modifications comptables futures

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information à fournir relativement aux contrats de location tant pour les bailleurs que pour les preneurs. IFRS 16 présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location, excepté ceux dont la durée est de 12 mois ou moins ou pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. La date d'entrée en vigueur d'IFRS 16 pour la Société est le 1^{er} février 2019, et la Société appliquera cette norme rétrospectivement et comptabilisera l'incidence cumulative de l'application initiale de la norme à titre d'ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués à cette date. L'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative évalués à la valeur actuelle des paiements futurs liés aux contrats de location dans l'état de la situation financière, et ce, pour la plupart des contrats de location de la Société considérés comme des contrats de location simple en vertu d'IAS 17, *Contrats de location*. IFRS 16 modifiera la présentation des flux de trésorerie liés aux contrats de location dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société, mais n'entraîne pas de différence dans les montants de trésorerie transférés entre les parties d'un contrat de location. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence monétaire de ce changement. Elle continue d'évaluer l'incidence globale de cette nouvelle norme, ce qui comprend la détermination de toutes les exemptions facultatives à appliquer et les changements devant être apportés à la présentation de l'information financière dans ses états financiers consolidés. La Société examine certains processus liés aux systèmes de technologie de l'information et au contrôle interne à l'égard de l'information financière.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. IFRIC 23 clarifie l'application des exigences liées à la comptabilisation et à l'évaluation d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. En particulier, l'interprétation permet à l'entité de déterminer si elle doit considérer les traitements fiscaux incertains isolément ou collectivement, et traite des hypothèses que formule une entité en ce qui concerne les contrôles des traitements fiscaux par les autorités fiscales, de la façon dont une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'imposition, ainsi que de la façon dont une entité considère les changements dans les faits et les circonstances. IFRIC 23 entrera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1^{er} février 2019. La Société a déterminé que l'adoption de cette norme n'aura pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Autres normes ou modifications

L'IASB a publié d'autres normes ou modifications aux normes existantes qui ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.



Contrôles et procédures

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2018, aucun changement apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société n'a eu d'incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de celle-ci.

Dividende

Le 29 novembre 2018, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,09 \$ par action à l'intention des porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne. Le dividende sera payé le 11 janvier 2019 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 28 décembre 2018.

Le conseil d'administration a déterminé que ce dividende trimestriel était approprié en fonction des résultats d'exploitation de la Société, de ses surplus et de ses besoins de trésorerie courants et prévus, ainsi que de sa situation financière, des restrictions contractuelles et des engagements stipulés dans les ententes de financement (y compris les restrictions prévues par la convention de crédit à terme, la convention de crédit renouvelable ou d'autres conventions importantes), du contrôle de la solvabilité que le droit commercial lui impose et d'autres facteurs pertinents.

Le versement de chaque dividende trimestriel doit être déclaré par le conseil d'administration. Le montant réel, la date de déclaration, la date d'inscription et la date de versement de chaque dividende trimestriel sont déterminés au gré du conseil d'administration.

Facteurs de risque

Pour obtenir une description détaillée des facteurs de risque associés à la Société, veuillez vous reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 janvier 2018. À la connaissance de la Société, aucun changement important se rapportant à ces facteurs de risque ne s'est produit par rapport aux facteurs de risque publiés à cette date.

Information sur les actions en circulation

Au 28 novembre 2018, les actions émises et en circulation et les options sur achat d'actions émises et en cours se composaient comme suit :

- 54 101 384 actions à droit de vote multiple sans valeur nominale.
- 43 031 409 actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale.
- 3 825 358 options sur achat d'actions visant l'acquisition d'actions à droit de vote subalterne.

Information supplémentaire

De l'information supplémentaire sur BRP inc. est disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

